



EDITORIAL

par J. L. TRIAUD Secrétaire de la Section

Le Socialisme seule alternative au Gaullisme.

Quoi qu'en pensent certains, la réponse au référendum n'est ni simple ni évidente.

Ce Référendum est une diversion

Les ouvriers, les paysans, les intellectuels posent le problème des licenciements, des salaires, de la concentration, du manque de locaux et d'enseignants, (autant de méfaits du régime capitaliste en tant que tel).

Sur le terrain de la lutte de classe, syndicale et politique, le Pouvoir, affaibli par la défaite d'Algérie et secoué par ses contradictions internes, est de plus en plus mal protégé. C'est pourquoi il préfère choisir lui-même les armes et le terrain du duel.

Au « rendez-vous d'octobre » des travailleurs, il a opposé et imposé son propre rendez-vous publicitaire d'octobre, avec arrière fond de grandes manoeuvres militaires. Le duel aura donc lieu dans les urnes. L'arme choisie est le bulletin de vote. Ainsi le Pouvoir gaulliste a réussi à entraîner ses ennemis sur un terrain qu'il connaît à merveille, notamment en ce qui concerne la démagogie et la cuisine électorale.

Quelle est la question posée ?

On nous demande de choisir entre une monarchie absolue (la Constitution de 1958 « améliorée

») et une monarchie « tempérée » (la Constitution de 1958 sans changements) : Le peuple préfère-t-il être jeté par la fenêtre du 20° ou du 15° étage ? Le peuple ne veut pas être jeté par la fenêtre du tout.

Désirons-nous un Président de la République élu au suffrage universel ou par des notables ? Nous ne voulons ni plébiscite présidentiel ni République des notables.

La crise ouverte aujourd'hui est la suite directe et logique de celle de 1958. Elle démontre l'incapacité du capitalisme actuel à atteindre une stabilité politique, que ce soit sous la forme démocratique-bourgeoise ou autoritaire. Cette crise pose donc la question du pouvoir d'Etat, du renversement de l'Etat bourgeois.

Ce Référendum est une impasse

Ce Référendum cherche à pousser les ouvriers, les paysans et les intellectuels dans un cul de sac : le choix entre une formule bourgeoise et une autre formule bourgeoise.

Car, qu'on le veuille ou non (et de Gaulle a manoeuvré pour qu'il en soit ainsi), la lutte du Référendum se joue officiellement entre une fraction de la bourgeoisie et une autre fraction de la bourgeoisie, entre les gaullistes et le grand capital monopoliste d'une part, les couches sociales non-monopolistes de la bourgeoisie et le personnel de la démocratie bourgeoise d'autre part.

Au temps où le capitalisme n'avait pas encore terminé de jouer son rôle historiquement progressif, il fallait soutenir la fraction la plus progressiste (républicaine ») contre la fraction la plus rétrograde et les survivances féodales - sans cesser, de toutes manières, de définir une politique autonome de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, l'une et l'autre fraction ne font qu'essayer de perpétuer chacune à leur manière la pauteur d'un régime bourgeois décomposé et moribond.

Non à la Réaction sous toutes ses formes

De Gaulle voulait que l'opposition à son projet porte les visages de Guy Mollet, de Félix Gaillard, Paul Reynaud et de tous les faillis de la IVe République, parce qu'il sait que ces gens-là sont encore plus vomis que lui par le peuple.

On ne peut que démoraliser les masses et faire le jeu du gaullisme en les poussant nous-mêmes - par l'absence de toute autre solution - à choisir entre le régime de M. Papon et celui de M. Lacoste - ou comme le dit si bien un lecteur de « L'Express », entre « la peste et la choléra ».

Paul Reynaud serait-il devenu un avocat du peuple et Guy Mollet un socialiste ?

Au fait, ils l'ont clairement dit :
— Ils sont pour la Constitution de 1958.

— Ils sont pour le maintien de de Gaulle au pouvoir.

— Ils sont pour le « Non à l'inconnu » qui suivrait de Gaulle, mais pas à de Gaulle lui-même.

L'éditorial de « Démocratie 62 » (édition spéciale du Référendum, 2 millions d'exemplaires) est tout à fait explicite :

« C'est la Constitution de la Ve République qu'elles (les formations démocratiques) défendent et qu'elles sont décidées à faire appliquer dans sa lettre et dans son esprit. »

Voilà l'opposition

Il n'y a rien de commun entre ces « Non » et notre « Non ». Il faut le dire et il faut défendre le Non de la Démocratie en combattant le Non de la Réaction. Car ces Non de l'Amicale des anciens parvenus de la IVe

République pèseront lourd dans la balance en faveur de de Gaulle.

La politique du Parti

Notre Parti est — malheureusement — le seul à poser correctement le problème :

« Le choix n'est pas entre la Ve et la IVe République, ni entre deux clans réactionnaires provisoirement divisés. Il est entre la dictature personnelle, entre les échecs et les mensonges des partisans du retour à la IVe République et la démocratie réelle, assurant à ceux qui travaillent le bénéfice des progrès économiques et techniques. »

(Manifeste du Parti sur le Référendum.)

En d'autres termes, mais à partir d'une analyse voisine, Lénine disait déjà au 1er Congrès de l'Internationale Communiste

«... dans la société capitaliste, dès que s'aggrave plus ou moins la lutte de classe qui est à sa base, il ne saurait y avoir de moyen terme entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat. » (C'est-à-dire, pour Lénine, une démocratie de type nouveau.)

(Thèse 12 sur la Démocratie bourgeoise et la Dictature du prolétariat 4 mars 1919.)

Le Pouvoir veut nous entraîner à choisir entre deux côtés (démocratie parlementaire et pouvoir personnel) d'une même pièce percée et rongée (l'Etat bourgeois) : Pile ou Face ?

Ni pile, ni face. Nous voulons changer de pièce.

Devant la division du camp bourgeois, il faut réaliser l'union de tous les travailleurs et de tous les démocrates - mais seulement des travailleurs et des démocrates - sur un programme commun et autonome : A bas de Gaulle, A bas les totems de la IVe République, Pour une démocratie nouvelle !

Au choix sans issue habilement ménagé par de Gaulle, le P S U

oppose l'alternative d'un gouvernement populaire de transition vers le socialisme.

Nous ne servirons pas de force d'appoint ni au référendum, ni aux élections, ni plus tard aux Indépendants, au M R P, aux Radicaux ou à la direction S F I O. Nos ennemis sont divisés, affaiblis. (Ils ont en réalité besoin l'un de l'autre.) Il faut les battre **l'un après l'autre** sans s'allier ni à **l'un ni à l'autre**.

La politique des Socialistes à la Sorbonne

Elle découle logiquement de notre position sur le Référendum.

L'antifascisme pose le problème de l'antigaullisme. L'antigaullisme pose le problème du pouvoir : **Nous poserons le problème du pouvoir**.

Face à la division de la Réaction, nous appelons à l'unité des **vrais** démocrates : **Nous poserons le problème de cette unité**.

La Section Sorbonne de notre Parti propose que des COMITES POUR LA DEMOCRATIE NOUVELLE se créent, à la base, dans tous les amphithéâtres, se fédèrent à travers toute la Sorbonne en un **Front pour la Démocratie Nouvelle**.

Ces Comités assumeront d'abord la tâche des anciens Comités de Paix et Antifascistes, mais ils poseront en même temps le problème de la lutte pour la paix et contre le fascisme à un niveau théorique et pratique plus élevé.

Ces Comités ne seront pas cartellisés et devront engager un grand nombre d'étudiants et étudiantes non-organisés politiquement. Mais ils devront bénéficier du soutien des groupements politiques et syndicaux universitaires.

La Section Sorbonne de notre Parti propose que parmi

les premiers sujets de discussion des CDN soient envisagées les méthodes de **lutte concrète contre la guerre nucléaire et contre le régime concentrationnaire dans l'armée « française »**.

Parallèlement,

La Section Socialiste de Sorbonne propose que les deux organisations étudiantes qui se réclament du Socialisme en Sorbonne : l'Union des Etudiants Communistes et les Etudiants Socialistes (PSU) signent un PACTE D'UNITE D'ACTION sur tous les points où existe un accord de fait, et notamment la nécessité, devant le pourrissement de l'Etat bourgeois, **d'ouvrir le chemin vers le socialisme**.

Il faut que cette alternative devienne familière à la majorité des étudiants et étudiantes. Voilà notre réponse au référendum

J. L. TRIAUD
Secrétaire de la Section.

(*Sorbonne Action* n°1, novembre 1962)